

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS cedex 17

N° 13300

Dr Paul Teodor A

Audience du 20 novembre 2017

Décision rendue publique par affichage le 4 janvier 2018

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS,

Vu enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins le 4 août 2016, la requête présentée pour le Dr Paul Teodor A qualifié en médecine générale ; le Dr A demande l'annulation de la décision n° 2015.108, en date du 5 juillet 2016, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance de Rhône-Alpes, statuant sur la plainte du conseil départemental de Haute-Savoie de l'ordre des médecins, lui a infligé la sanction de l'interdiction d'exercer la médecine pendant deux ans ;

Le Dr A soutient qu'il lui est reproché d'avoir menti lorsqu'il a rempli le questionnaire d'inscription au tableau de l'ordre de Haute-Savoie en répondant qu'aucune instance judiciaire ou disciplinaire n'était en cours à son égard ; qu'aucun des courriers auxquels la décision attaquée fait référence ne lui est parvenu ; qu'il n'avait donc pas connaissance des plaintes dont ces courriers faisaient mention ; qu'aucun manquement au devoir de moralité ne peut lui être reproché ;

Vu la décision attaquée ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 19 septembre 2016, le mémoire présenté pour le conseil départemental de Haute-Savoie, dont le siège est « Le Périclez » - Bâtiment C – Allée de la Mandallaz – ZAC La Bouvarde à Metz-Tessy (74370), qui conclut au rejet de la requête ;

Le conseil départemental soutient que lorsqu'il a rempli le questionnaire d'inscription au tableau du conseil départemental de Haute-Savoie, le Dr A a répondu qu'aucune instance judiciaire ou disciplinaire n'était en cours à son égard ; qu'en réalité, il était informé de la plainte contre lui du conseil départemental de l'Isère et de la plainte d'un confrère ; que le Dr A a eu connaissance de la correspondance du 17 février 2015 réceptionnée par un mandataire ; que l'accusé de réception du courrier du 28 avril 2015 a été signé par lui ; que, de toutes façons, le Dr A ne pouvait ignorer les plaintes dirigées contre lui puisque ses observations au sujet de ces plaintes avaient été sollicitées ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie médicale figurant aux articles R. 4127-1 à R. 4127-112 ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu, au cours de l'audience publique du 20 novembre 2017, le rapport du Dr Ducrohet ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

1. Considérant que, dans le questionnaire qu'il a rempli le 10 juillet 2015 en vue de son inscription au tableau du conseil départemental de Haute-Savoie, le Dr A a indiqué qu'aucune instance judiciaire ou disciplinaire n'était en cours à son égard ; qu'à cette date, il avait pourtant été informé par le conseil départemental de l'Isère de la plainte déposée à son encontre par le Dr Lydie B puisqu'il a

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS cedex 17

répondu audit conseil départemental au sujet de cette plainte, par une lettre datée du 11 février 2015, et que, par une lettre recommandée du 28 avril 2015 dont l'accusé de réception a été signé le 4 mai 2015, le conseil départemental de l'Isère lui a fait savoir qu'il avait transmis à la chambre disciplinaire de première instance la plainte du Dr B ; que s'il n'a reçu notification de la plainte par le greffe de la chambre disciplinaire de première instance que par une lettre recommandée dont il a accusé réception le 4 septembre 2015, soit postérieurement à la date à laquelle il a rempli le questionnaire d'inscription qui lui est reproché, il ne pouvait ignorer à cette dernière date qu'il faisait l'objet d'une plainte et que la chambre disciplinaire de première instance en était saisie ;

2. Considérant qu'en répondant comme il l'a fait au questionnaire d'inscription, le Dr A a méconnu l'article R. 4127-110 du code de la santé publique aux termes duquel : « *Toute déclaration volontairement inexacte ou incomplète faite au conseil de l'ordre par un médecin peut donner lieu à des poursuites disciplinaires* » et a manqué à l'obligation de probité qui s'impose aux médecins en vertu de l'article R. 4127-3 du code de la santé publique ; que, toutefois, en lui infligeant pour ces faits une interdiction d'exercice de la médecine de deux ans, la chambre disciplinaire de première instance a fait une appréciation exagérée de la gravité de ces manquements ; qu'il y a lieu de substituer à cette sanction une interdiction d'exercice de la médecine de trois mois ;

PAR CES MOTIFS,

D E C I D E :

Article 1^{er} : Une interdiction d'exercice de la médecine pendant trois mois est infligée au Dr A. Cette sanction prendra effet le 1^{er} octobre 2018 et cessera d'avoir effet le 31 décembre 2018 à minuit.

Article 2 : La décision du 5 juillet 2016 de la chambre disciplinaire de première instance de Rhône-Alpes est réformée en ce qu'elle a de contraire à la présente décision.

Article 3 : La présente décision sera notifiée au Dr Paul Teodor A, au conseil départemental de Haute-Savoie de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance de Rhône-Alpes, au préfet de Haute-Savoie, au directeur général de l'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes, au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Thonon-les-Bains, au conseil national de l'ordre des médecins, au ministre chargé de la santé, à tous les conseils départementaux et au collège des médecins roumains.

Ainsi fait et délibéré par : Mme Aubin, président de section honoraire au Conseil d'Etat, président ; Mmes les Drs Bohl, Rossant-Lumbroso, MM. les Drs Ducrohet, Emmery, Fillol, Legmann, membres.

Le président de section honoraire au Conseil d'Etat,
président de la chambre disciplinaire nationale
de l'ordre des médecins

Marie-Eve Aubin

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.